Revendiquer l'admission de réfugiés instruits et qualifiés : bourgeoises canadiennes et Européens déplacés par la Deuxième Guerre mondiale

Admitting educated and qualified refugees in Canada: Canadian bourgeois women and displaced female Europeans after WW II

Sheena Trimble

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/598>

DOI : 10.4000/eccs.598

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 87-102

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Sheena Trimble, « Revendiquer l'admission de réfugiés instruits et qualifiés : bourgeoises canadiennes et Européens déplacés par la Deuxième Guerre mondiale », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 79 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/598> ; DOI : 10.4000/eccs.598

REVENDIQUER L'ADMISSION DE RÉFUGIÉS INSTRUITS ET QUALIFIÉS : BOURGEOISES CANADIENNES ET EUROPÉENS DÉPLACÉS PAR LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Sheena TRIMBLE
Université d'Angers

Cet article interroge comment les perceptions et les représentations qu'ont les bourgeoises canadiennes des Européens déplacés influencent les revendications des premières pour l'admission au Canada de ces derniers. Cet article est une étude de cas sur le regard que portent les femmes canadiennes sur les cultures et les sociétés européennes à une époque où les relations entre sociétés civiles, des deux côtés de l'Atlantique, sont surtout construites par les élites. L'article examine également le parcours d'Européennes déplacées, qualifiées et admises au Canada, qui éprouvent les plus grandes difficultés à exercer leurs professions antérieures. Les revendications des Canadiennes ont-elles un effet positif sur les trajectoires de ces Européennes ?

This article analyses how the perceptions and representations that bourgeois Canadian women formed regarding displaced Europeans informed and influenced the demands of the former for the admission to Canada of the latter. It is a case study of Canadian women's perceptions of European cultures and societies at a time when relations between the civil societies on both sides of the Atlantic were primarily constructed by the elites. The article also examines the experiences of qualified European women admitted to Canada who tried to practice their previous professions. Did the demands of Canadian women have a positive effect on the trajectories of their European counterparts?

Le sort des millions de réfugiés et de personnes déplacées par la Deuxième Guerre mondiale préoccupe beaucoup de Canadiennes avant même la fin de la guerre. Les plus inquiètes sont certainement celles qui comptent des parents parmi ces réfugiés, mais des associations ethniques, religieuses et humanitaires les rejoignent pour revendiquer une intervention canadienne. Individuellement ou au sein d'associations, de nombreuses femmes incitent l'État canadien à soulager les souffrances des réfugiés. Tout le monde n'est pas d'accord sur les actions à entreprendre, mais les femmes sont bien présentes dans ce débat.

Bien que le Canada devienne membre de l'Organisation internationale pour les réfugiés (OIR) dès sa création en 1946, l'ouverture du pays aux Européens déplacés ne va pas de soi. Les mesures restrictives du décret 695 du 21 mars 1931, restent en vigueur, n'autorisant que l'immigration des sujets britanniques du Royaume-Uni ou des colonies blanches de l'Empire britannique en cours de démantèlement. Des origines, des valeurs communes et un continent partagé placent aussi des citoyens américains sur la liste des immigrants acceptables.

Les personnes ayant le désir et les moyens d'entreprendre le métier d'agriculteur rentrent également dans les catégories dignes de considération. Les immigrants d'autres origines ou activités ne sont admissibles que si ce sont les épouses, les fiancées ou les enfants célibataires de moins de 18 ans, de résidents autorisés du Canada. Il revient à l'époux ou au père de démontrer que ce dernier a la capacité de subvenir à leurs besoins (GREEN ET GREEN 1999 : 428 ; PENDAKUR 2000 : 24).

Entre 1946 et 1947, l'État canadien reconsidère sa politique envers les personnes déplacées. Fidèle à sa réputation attentiste, le gouvernement de Mackenzie King ne fait pas preuve d'une ouverture rapide à l'immigration de ces réfugiés. Mettant en avant la possibilité d'un ralentissement économique, le manque de transports maritimes et les réserves de l'opinion publique, le gouvernement préfère aider les réfugiés à distance (DANYS 1986 : 69 ; DIRKS 1977 : 122-124). Pourtant, petit à petit, sous la pression conjuguée d'une économie tonique et d'un sens du devoir international croissant, des voix en faveur de l'admission d'un nombre important d'Européens déplacés se font entendre. Le premier pas est une extension, en mai 1946, des catégories de parents que les Canadiens peuvent parrainer comme immigrants. Dorénavant les résidents autorisés du Canada ont le droit de parrainer mères et pères, frères et sœurs célibataires et neveux ou nièces orphelins (KELLEY ET TREBILCOCK 1998 : 321)¹.

En novembre 1946, King annonce que le Canada entend coopérer avec les autres membres de l'OIR pour résoudre le problème des réfugiés, en facilitant l'établissement d'un certain nombre de ces derniers au Canada, au-delà de ceux éligibles par parrainage via des parents canadiens. Le 1^{er} mai 1947, King prononce un discours à la Chambre des communes qui explique les bases non seulement de l'accueil éventuel de 165 000 réfugiés et personnes déplacées de 1947 à 1953, mais également les bases d'une politique d'immigration. Dans le cas précis des réfugiés et personnes déplacées, King explique que « le service de l'immigration et le ministère du Travail détermineront conjointement le nombre approximatif de personnes que peuvent facilement absorber les diverses industries du pays »². Il ne s'agit pas d'accueillir des réfugiés comme tels, mais d'identifier ceux ayant la capacité de s'intégrer facilement au pays et de satisfaire les besoins du marché du travail, surtout dans le secteur primaire

¹ Canada, Décret en conseil, CP 2071, 28 mai 1946.

² Chambre des Communes, *Débats*, 1^{er} mai 1947, p. 2632-2633.

de l'exploitation minière, sylvestre et agricole. Après un délai permettant la mise en place des dispositifs juridiques et logistiques, l'immigration d'Européens déplacés prend de l'ampleur dès l'été 1947.

L'approche économique libérale oblige les Canadiens ayant d'autres motivations à faire des acrobaties impressionnantes pour faciliter l'entrée d'autant de personnes que possible selon les critères gouvernementaux. À l'instar des industriels et de l'État, les femmes se préoccupent des compétences que les Européens déplacés peuvent apporter au Canada, mais elles se distinguent par le type de compétences ou de main-d'œuvre qu'elles considèrent comme ayant le plus de valeur pour le pays et pour elles-mêmes. De nombreuses Canadiennes et leurs associations imaginent les camps de personnes déplacées comme des nids d'artistes, de scientifiques et d'artisans spécialisés. Les revendications pour admettre ces personnes, en nombre équivalent ou supérieur aux ouvriers admis, saupoudrent les comptes rendus et les communications des associations de femmes de tout type. Bien que l'OIR s'inquiète également du sort des personnes qualifiées, et ait élaboré une campagne spéciale pour faciliter leur migration, ses statistiques ne les estiment qu'à 10 % de la population des camps³.

Les associations à rayonnement national comme le *National Council of Women of Canada* (NCWC) et la *Young Women's Christian Organization* (YWCA) s'intéressent particulièrement à l'admission de réfugiés instruits et qualifiés. Le NCWC (établi en 1893) est un regroupement, aux niveaux national, provincial et local, d'autres associations de femmes fonctionnant à ces échelles. Son objectif est de créer un espace largement rassembleur où les femmes peuvent discuter, se concerter, élaborer des actions coopératives et faire pression sur les gouvernements afin de réaliser réformes et améliorations sociales. Bien que conçue comme une association de femmes de tous les milieux, sa mentalité reste largement bourgeoise et WASP, plusieurs de ses administratrices étant issues de ces milieux élitistes (GRIFFITHS 1993 : 9, 49 ; KINAHAN 2005 : 25-28). La YWCA du Canada (établie en 1895) qui se veut interconfessionnelle mais peine à aller plus loin que ses racines protestantes, participe aux actions du NCWC. Les administratrices de la YWCA sont également représentatives de milieux sociaux plutôt nantis, mais l'association propose des programmes et

³ City of Vancouver Archives (désormais CVA), fonds du Vancouver Women's Canadian Club, AM437, 591-E-3/1, coupure de presse, « Newswoman calls for new deal », 24 janvier 1949 ; Organisation internationale pour les réfugiés, *L'élite oubliée. Enquête sur les réfugiés d'Europe des professions supérieures*, Genève, OIR, 1950, 46 p.

des installations aux jeunes femmes souvent issues de milieux plus modestes (PEDERSON 1981 : 2-7, 16-20, 33).

Une question de classe sociale

Dans son rapport annuel de 1948, la présidente de la commission Migration du *Regina Council of Women*, déclare que l'on peut trouver dans les camps de personnes déplacées en Europe « un groupe de personnes dont ce pays peut raisonnablement espérer des retombées dans les domaines des arts, des sciences et dans tous les domaines de la vie au Canada »⁴. La conviction répandue qu'il se trouve dans les camps des hommes et des femmes, un cran au-dessus du petit peuple, que l'on ne sélectionne pas malgré leurs qualités manifestes, inquiète les femmes de la classe moyenne. La croisade des associations de femmes, au nom des réfugiés qualifiés, commence dès que l'État annonce des mesures concrètes pour l'admission d'Européens déplacés selon les besoins du marché du travail.

En mai 1947, la présidente de la YWCA nationale, Agnes Rean, exprime au Premier ministre sa satisfaction face à la décision d'admettre des personnes déplacées en plus grand nombre, mais indique que les membres de l'association s'alarment de la liste des métiers concernés. Selon Rean, les mesures entreprises ne ciblent que des personnes qui « acceptent des emplois n'attirant pas les Canadiens », à savoir, « employés de fermes, mineurs, bûcherons, et femmes employées dans le service à la personne ». En conséquence, « nous allons nous priver volontairement d'un grand nombre des personnes les plus intelligentes, dynamiques et qualifiées parmi les personnes déplacées », qui possèdent « les qualités par excellence qui devraient faire de ces personnes les citoyens canadiens les plus désirables ». Rean termine en demandant que le gouvernement élabore des politiques pour faciliter l'admission de personnes déplacées qui seront « des immigrants désirables, de tous types, en fonction des nombres souhaitant venir au Canada, mais aussi de la pénurie de main d'œuvre

⁴ Désormais, les versions originales des citations traduites en français seront reproduites dans les notes de bas de page : « a group of citizens from whom this country would expect to receive heavy dividends in the arts, science and in every department of the life of the people of Canada ». Bibliothèque et Archives nationales du Québec à Montréal, (désormais BAnQM), fonds Montreal Council of Women/Conseil des femmes de Montréal (désormais MCW/CFM), P653 S4 SS3 D7, 8/9, résumé du rapport de Mme W.J. Oliver dans le rapport annuel du NCWC de 1948 sur la migration.

actuelle du pays »⁵.

En 1948, le *Local Council of Women of Winnipeg* incite tous les conseils de femmes à « œuvrer pour que la politique d'immigration canadienne soit élargie afin de permettre aux personnes déplacées ayant un statut professionnel de poursuivre ces professions au Canada »⁶. La *Woman's Missionary Society* (WMS) de l'Église Unie incite les Canadiens protestants à considérer les besoins « des immigrants qualifiés et instruits, même de ceux qui sont malades » parmi les personnes déplacées et à appuyer leur admission. Ces femmes appellent l'État à chercher des entreprises ayant besoin de compétences plus diverses que celles d'ouvriers ou de domestiques⁷.

La préoccupation généralisée des associations de femmes pour les personnes qu'elles décrivent comme qualifiées, instruites ou cultivées découle plus de l'identification à ce type de personnes que de leur nombre dans les camps. Leurs représentations des Européens déplacés sont indicatives également de l'instruction reçue et de la culture que partagent ces femmes de la classe moyenne. À l'époque, une bonne partie de cette instruction et de cette culture dépend toujours des productions du vieux continent.

Il est tout à fait possible que les industriels demandant toujours plus d'ouvriers pour alimenter les secteurs primaires soient également les époux de membres de ces associations de femmes. La division traditionnelle des responsabilités dans les familles bourgeoises dicte souvent que l'homme s'occupe de gagner de l'argent et la femme de l'éducation des enfants, de la santé, l'épanouissement culturel et l'embellissement de l'environnement familial. Ces secteurs requièrent du personnel de santé, des professeurs, des artistes, etc., des postes

⁵ "People willing to accept types of employment not attractive to Canadians [...] farm labour, miners, loggers, and women for service occupations. [...] we shall be depriving ourselves of many of the most intelligent, enterprising, and best trained individuals among the displaced persons [...] the very qualities which should make them the most desirable Canadian citizens. [...] of all desirable types in proportion to the numbers who desire to come to Canada as well as in proportion to Canada's current labor shortages". Bibliothèque et Archives Canada (désormais BAC), fonds Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (désormais MCI), RG76, 444/673931-14, lettre de Rean, 20 mai 1947.

⁶ "We urge that the Government's immigration policy be extended to admit displaced persons of professional status to pursue those professions in Canada". BAnQM, MCW/CFM, P653 S4 SS3 D7, 8/18, Annual Report of the Committee on Migration, Eileen A. Woods, Chairman, 23 mars 1949, p. 4.

⁷ "The skilled and educated, [...] and even the sick". United Church of Canada Archives, WMS, 23rd Annual Report, 1947-1948, p. 208.

que des réfugiés pourraient occuper.

L'ambiguïté sur l'admission de médecins étrangers est un bon exemple de valeurs bourgeoises divergentes entre hommes et femmes. Les médecins sont réunis dans des associations, dominées à l'époque par des hommes, qui contrôlent l'entrée dans la profession et les conditions dans lesquelles on peut l'exercer. Alors que des femmes bourgeoises demandent l'admission de médecins réfugiés, des hommes s'évertuent à la rendre difficile, en prétendant protéger les patients⁸. En octobre 1947, Cairine Wilson, sénatrice et présidente du *Canadian National Committee for Refugees* (CNCR), exprime sa conviction que les associations de médecins ourdissent un complot obstructionniste contre les médecins réfugiés. Elle veut que le CNCR entreprenne une campagne de presse pour le dénoncer. Lorsque l'association ne peut pas financer la publicité nécessaire, Wilson l'organise elle-même.⁹

L'*University Women's Club de Vancouver* (UWCV) est une des rares associations à donner l'impression que ses membres se contentent des efforts de l'État pour admettre des personnes qualifiées. En avril 1948, le Club encourage le gouvernement fédéral à « poursuivre leur politique de choisir parmi les personnes déplacées non seulement les travailleurs non qualifiés, mais aussi des artisans qualifiés et des professionnels »¹⁰. Ses membres croient-ils que le nombre de professionnels admis jusqu'en 1948, toujours trop peu élevé aux yeux de plusieurs autres associations, est suffisant ? Quelques membres de l'UWCV portent le titre de « docteur ès », bien que l'on ne connaisse pas leur domaine d'expertise. Ces femmes peuvent être également partisans d'actions pour la protection de certaines professions, contre un afflux de qualifications étrangères perçues comme n'étant pas à la hauteur des standards canadiens ou menaçant leur propre statut de femmes diplômées dans la société.

En 1950, Norah MacDowell, présidente de la commission Migration du NCWC, synthétise les rapports des sections locales en déclarant qu'elles

⁸ BAC, MCI, RG76, 650/B28865, lettre du Registrar, College of Physicians and Surgeons of Ontario, au Minister of Mines and Resources, 22 décembre 1949, p. 1.

⁹ BAC, fonds Canadian National Council for Refugees, MG28 V43, 6/30, comptes rendus du 39th Meeting of the Executive Committee, 7 octobre 1947, p. 3-4 et du 40th Meeting, 21 novembre 1947, p. 1.

¹⁰ «The club encourages the state to continue their present policy of choosing not only unskilled laborers, but skilled artisans and professional persons from among the Displaced Persons ». CVA, fonds University Women's Club of Vancouver, AM872-S2, 591-B-2/15, compte rendu, Regular monthly meeting, 12 avril 1948.

« aimeraient voir le Canada accueillir dès que possible le "gisement de cerveaux" présent dans les camps de personnes déplacées en Europe ». Apparemment, toutes les sections ne s'inquiètent pas des élites autant que MacDowell le laisse croire. Selon la présidente de la commission Migration du *Toronto Council of Women* :

At the spring executive meeting we had the question of the "Forgotten Elite" raised and it is surprising how most of the real intelligent leaders could not see the point behind the problem. No wonder the general mass is so apprehensive¹¹.

Elle n'explique pas si cette appréhension vient de la peur que les réfugiés qualifiés risquent de dégrader les professions canadiennes à cause de compétences insuffisantes ou de la possibilité qu'ils évincent les Canadiens à compétences égales.

Les barrières rencontrées par les Européennes déplacées dans les professions de santé

Des estimations de 1947 et 1949 indiquent qu'il manque au Canada plus de 8 000 infirmières. Malgré cela, chercher des infirmières parmi les personnes déplacées ne vient pas naturellement à l'esprit des responsables gouvernementaux de la santé.¹² L'Association des infirmières et infirmiers du Canada (AIIC) y songe, par contre. En mai 1947, la présidente et la secrétaire générale envoient une résolution à Mackenzie King déclarant que « les personnes déplacées qui sont qualifiées pour apporter les mêmes soins que peuvent les prodiguer les infirmières diplômées de ce pays sont les bienvenues par l'Association des infirmiers et infirmières du Canada ». Elles avouent que plusieurs facteurs doivent être pris en compte pour autoriser des infirmières déplacées à exercer au Canada comme : « les différences de points de vue culturel et politique, la barrière de la langue, ou les difficultés rencontrées pour

¹¹ « We would like to see Canada welcome, as soon as possible, the 'stockpile of brains' in the D.P. camps in Europe ». BAC, fonds National Council of Women of Canada, MG28 I25, 92/7, Migration Report – 1950, mai 1950 ; BAnQM, MCW/CFM, P653 S4 SS3 D7, 8/21B, lettre de H. Romanchych à MacDowell, 28 mars 1950, 3 p.

¹² BAC, MCI, RG76, 626/960711, lettre du Minister of Health, Ontario, au Minister of Mines and Resources, 4 décembre 1947 ; fonds sous-ministre du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (désormais SMCI), RG26, 144/3-41-7, lettre de Gertrude M. Hall, General Secretary-Treasurer, Canadian Nurses Association (désormais CNA) à Keenleyside, 15 juillet 1949.

obtenir un brevet professionnel ». Malgré ces obstacles potentiels, l'association décide que « ces difficultés ne devraient pas être considérées comme des freins à l'accomplissement de nos obligations, d'un point de vue purement humanitaire »¹³.

La proposition concrète qui voit finalement le jour en 1948 est beaucoup plus restrictive, elle porte simplement sur un échantillon de réfugiés à employer « non pas comme infirmières qualifiées mais dans des activités subalternes en lien avec les tâches qui se rapprochent de l'activité d'infirmière en milieu hospitalier »¹⁴. Il faut interpréter ces activités comme celles d'aides-soignantes et de domestiques dans les hôpitaux. La possibilité pour les réfugiées de redevenir infirmières dépend de leur progrès en anglais ou français et de leur aptitude à passer les concours canadiens. Rien ne leur garantit donc qu'elles deviendront des infirmières de plein droit à la fin d'une épreuve de douze mois : elles doivent tout apprendre ou réapprendre. Arrivée d'Estonie en septembre 1948, Valli Kirik, infirmière diplômée dans son pays depuis 1943, exprime à un journaliste du *Globe and Mail* l'inquiétude de son groupe d'infirmières réfugiées, à propos de leur carrière au Canada : « Will we be able to carry on with our nursing in this country ? ». Le journaliste explique que leur question demeure sans réponse puisque l'AIC ne promet de les aider que « si elles ont les qualifications nécessaires »¹⁵. Évidemment, c'est l'association qui interprète ce que ces « qualifications nécessaires » signifient.

Bien que le projet ait prévu de faire venir 300 infirmières au Canada, il se solde par le placement de seulement 43 infirmières sur des postes d'aides soignantes. La secrétaire générale de l'AIC conclut en juillet 1949 qu'il ne reste presque plus de femmes dans les camps de personnes déplacées « qui correspondent au profil d'infirmières qualifiées ».¹⁶ En effet, en février de la même année, le

¹³ « Displaced persons who are qualified to give nursing service as rendered by registered graduate nurses in this country would be welcomed by the Canadian Nurses Association. [...] cultural and political outlooks, language difficulties, qualification to register. [...] these difficulties should not be considered as barriers in meeting our obligations, from a humanitarian outlook ». BAC, MCI, RG76, 650/B28865, lettre de Hall et de Rae Chittick, President, CNA, à King, 3 mai 1947.

¹⁴ « To employ not as qualified nurses, but in activities closely associated with the nursing side of hospital operation ». *Ibid.*, lettre de MacNamara au Minister of Public Health, Alberta, 21 février 1948 ; memorandum du Minister's Office au Deputy Minister, Mines and Resources, 26 janvier 1948 ; BAC, SMCI, RG26, 144/3-41-7, lettre de Hall à Keenleyside, 15 juillet 1949.

¹⁵ « If they have not the necessary qualifications ». BAC, MCI, RG76, 650/B28865, coupure de presse, « 12 DP Registered Nurses Hope to Work in Canada », *Globe and Mail*, 11 septembre 1948.

¹⁶ « Those who come under the category of qualified nurses ». BAC, SMCI, RG26, 144/3-41-7,

bureau canadien de l'OIR avait informé le Comité interministériel Immigration-Travail qu'il n'y avait plus un nombre suffisant d'infirmières célibataires pour remplir les quotas. Le Comité échafaude donc un projet visant à accueillir 25 infirmières, des veuves, qui seraient prêtes à mettre leurs enfants dans des familles d'accueil ou des internats, car les hôpitaux ne disposent pas de logements adaptés pour les femmes chargées de famille.¹⁷ Les archives consultées n'indiquent pas si les agents d'immigration ont réussi à trouver des postulantes pour occuper ces postes aux conditions peu alléchantes. Le temps que prend l'AIIC pour élaborer son projet d'accueillir des infirmières réfugiées, célibataires ou veuves, n'aide pas à atteindre les quotas de 300 personnes. Le désir de quitter les camps aussitôt que possible, incite beaucoup d'infirmières qualifiées à accepter d'autres emplois au Canada ou à aller vers d'autres pays bien avant 1949.

Puisqu'à l'époque la place d'une femme mariée est avec son époux et ses enfants et que l'immigration en famille doit être basée sur l'emploi de l'homme, recruter des femmes mariées pour ce projet n'entre jamais dans les considérations de l'AIIC ou de l'État. Marte Kraniarczuk, une des 43 infirmières admises, déclare à son arrivée en août 1948 que : « Hundreds of nurses in displaced persons' camps in Germany are waiting for a chance to emigrate to Canada. [But] many of the nurses are married women with children. They have little prospect of being accepted. »¹⁸ Il n'est pas question d'adapter le système pour donner aux femmes mariées une chance d'amener leur famille avec elles.

Le désir affiché de l'AIIC d'aider les infirmières parmi les personnes déplacées est fortement contrebalancé par sa mission de protéger la profession, au nom de l'intérêt des patients. Les descriptions critiques des membres de l'AIIC, ayant travaillé pour l'UNRRA ou l'OIR, à propos des compétences des infirmières déplacées, influent sur les contours du projet d'admission. D'ailleurs, leurs articles dans la revue de l'AIIC influencent les attitudes de tous les membres de l'association. Helena, infirmière polonaise qui arrive au Canada en juillet 1948 ressent les doutes de ses collègues : « she felt that she had to prove herself because as an outsider, [...] the staff watched her more closely ». L'évolution

lettres de Hall à Keenleyside, 15 juillet 1949 ; MCI, RG76, 650/B28865, de Humphrey Mitchell, Minister of Labour, à J.A. Glen, Minister of Mines and Resources, 23 janvier 1948.

¹⁷ BAC, MCI, RG76, 650/B28865, lettre d'Arthur MacNamara à W.P. Black, 25 février 1949.

¹⁸ *Ibid.*, coupure de presse, « Nurses in DP camps anxious to migrate here », *Winnipeg Free Press*, 31 août 1948.

de sa carrière est bloquée par le fait que « les autorités n’ont jamais reconnu ses qualifications et son expérience professionnelle »¹⁹ en particulier son travail sur le terrain, à la suite de sa déportation par les Soviétiques, dans des conditions très difficiles en Sibérie, en Perse et en Inde (KOJDER 1995 : 110-111).

Une des infirmières canadiennes des plus influentes parmi celles recrutées par l’UNRRA est Lyle Creelman, ancienne directrice des infirmières du *Metropolitan Health Committee* de Vancouver. En 1945, elle devient infirmière en chef au sein de l’UNRRA dans la zone d’occupation britannique grâce, selon Susan Armstrong-Ried, à son ambition sans limite. (ARMSTRONG-REID 2010 : 107-108, 117). Dans la revue *Canadian Nurse*, en décembre 1945, Creelman exprime ses doutes sur les récits évoquant des infirmières déplacées en grand nombre :

I am told that there are so many Displaced Persons “nurses” working. [...] I very much doubt that any considerable portion of them are really qualified nurses. We may, therefore, have some teaching programs for nurses’ aides. (CREELMAN 1945 : 986-987).

Elle participe en effet à la création de programmes de formation pour les aides-soignantes, mais également pour les infirmières, ne pouvant pas apporter la preuve de leur formation et de leurs expériences précédentes. Susan Armstrong Reid déclare que ce programme a permis à des milliers d’infirmières réfugiées d’être habilitées à exercer (ARMSTRONG-REID 2010 : 117). Ces programmes ne semblent pas néanmoins faciliter l’immigration de beaucoup d’entre elles au Canada. Renate Skotnicka Zajdman, qui passe par une telle formation au camp annexe de Bensheim, ne réussit pas à être reconnue comme infirmière après son arrivée au Canada en décembre 1948 (GOLDBERG 2012 : 193). En juillet 1947, Creelman continue de déclarer que les « centaines » d’infirmières déplacées n’existent pas (CREELMAN 1947 : 556).

En mars 1948, Noreena Mackenzie, également impliquée dans l’établissement des programmes de formation en Europe, donne une image beaucoup plus positive des infirmières réfugiées. Elle parle simplement des « infirmières qualifiées » parmi les personnes déplacées, sans marteler constamment qu’elles sont peu nombreuses. Mackenzie dresse un tableau de femmes dévouées à leur profession, autant que les Canadiennes. Elle est également sensible à l’impact

¹⁹ « the authorities never fully recognized her credentials or all of her varied experience ».

de la guerre sur la carrière de ces infirmières déplacées. Elle conclut par un plaidoyer pour aider ses consœurs européennes : « As displaced persons surely they have a claim on the world's generosity; as displaced nurses they merit the generosity of organized nursing in Canada and throughout the world » (MACKENZIE 1948 : 186, 188). Les observations de Mackenzie ne parviennent jusqu'aux membres de l'AIIC qu'une seule fois en 1948. Creelman communique plus précocement et plus souvent avec l'AIIC et ses membres.

On peut se demander d'ailleurs si la direction et les membres de l'AIIC sont plus ouverts au message de Creelman qu'à celui de Mackenzie. Kathryn McPherson et Yolande Cohen confirment le désir des responsables de maintenir un contrôle « sur leur profession et sur les connaissances qui en constituent un des modes d'accès » mais également « sur l'origine raciale et ethnique de leurs membres » (COHEN 2004 : 391; MCPHERSON 1996 : 18). Il semble que des préférences ethniques déteignent sur les jugements de Creelman, concernant les compétences des infirmières de différentes origines. Elle explique que les premières formations ciblent les infirmières des pays baltes car, selon elle, « il existe une proportion assez élevée d'infirmières qualifiées dans ce groupe », ce qui n'est pas le cas des Polonaises parmi lesquelles, poursuit-elle, il a été « difficile de trouver des candidates qui soient à la fois qualifiées professionnellement et suffisamment motivées et intéressées par une formation » (CREELMAN 1947b : 609-610).²⁰ Elle suggère que leur manque d'intérêt ou de volonté est intrinsèque aux Polonaises, sans chercher à savoir s'il y avait un réel intérêt professionnel, ou même un besoin, pour elles à suivre une formation.

Des fonctionnaires du ministère du Travail, ministère responsable des programmes pour l'admission des personnes déplacées selon leur capacité à satisfaire le marché du travail, reprennent les discours restrictifs des associations professionnelles. En février et mars 1947, Margaret Grier, spécialiste de la main-d'œuvre féminine, explique à ses supérieurs que « le niveau de qualification des infirmières dans les hôpitaux canadiens, ainsi que la barrière de la langue (un grand problème lorsqu'on s'occupe de malades) » militent contre l'admission des infirmières déplacées. À son avis, le déclassement comme filles de salle est la meilleure solution, et celles qui

²⁰ « A relatively higher proportion of qualified nurses among this group. [...] some difficulty was experienced in finding candidates [...] qualified professionally and willing and interested enough to take the course ».

montrent « quelques capacités intéressantes et maîtrisent la langue pourront plus tard suivre des cours pour devenir aides-soignantes. »²¹

Dans la démarche prévue par Grier, ré-exercer la profession d'infirmière n'est guère possible. Malgré toutes les barrières érigées contre les infirmières déplacées, en 1950 Fraudena Eaton, conseillère pour le ministère du Travail et membre du NCWC, vante la réussite du programme de l'AIRC pour l'admission de personnes déplacées comme professionnels de santé. Il s'agirait plutôt de vanter l'approche protectionniste de cette association professionnelle.²²

Les femmes déplacées, qualifiées dans d'autres professions de santé, comme médecins, dentistes ou pharmaciennes, rencontrent également des barrières importantes à la poursuite de leur carrière au Canada (DANYS 1983). Parmi ces barrières, il y a l'idée, déjà démodée en Europe, que ces professions ne sont pas adaptées aux femmes. Ces professions ne constituent certainement pas un billet de sortie des camps pour les femmes déplacées. La majorité doit accepter des emplois de domestiques ou dépendre du parrainage d'un époux qui accepte un emploi tout aussi mal adapté à ses compétences. Recommencer une carrière oblige à des années de formation que beaucoup ne peuvent envisager ou supporter financièrement. Parmi les cinq femmes exerçant des professions de santé, infirmières exceptées, interviewées par Milda Danys, trois reprennent leurs études et deux trouvent d'autres moyens de gagner leur vie (DANYS 1986 : 145-146, 259, 341-351).

Charlotte Tannenzapf, pharmacienne en Pologne, est obligée de travailler dans une usine de fourrure mais elle nourrit longtemps le désir de revenir à sa profession. À l'âge de 59 ans, elle recommence ses études à l'Université de Toronto (BROWN 2009 : XVIII ; TANNENZAPF 2009 : 130). Une autre pharmacienne est plutôt philosophe lorsqu'on lui explique qu'afin d'exercer son métier au Canada, il faut passer par l'association professionnelle et que ses chances de réussite sont très minces : « I cannot blame them because we did the same thing in Poland before the war. We didn't want outsiders in the Association ». Elle choisit plutôt la profession de technicienne de laboratoire,

²¹ « The high standards of nursing in our Canadian hospitals together with the language handicap (a serious matter in dealing with sick). [...] A small number [...] might be utilized as ward maids [...]. Those that showed promise and mastered the language could later take the course as nurses aides ». BAC, fonds ministère du Travail, RG27, 278/1-26-3-1-1, mémorandums de Grier à E. Strangroom, 25 février 1947 et à MacNamara, 18 mars 1947.

²² BAC, NCWC, MG28 I 25, 128/3, compte rendu, Spring Executive, 17 février 1950, p. 3-4.

plus ouverte aux étrangères et demandant moins de qualifications à repasser (GERBER 1989 : 69). Selon Adara Goldberg, certaines communautés ethniques du Canada, sont prêtes à aider les hommes qualifiés, les professionnels de santé, dans certains cas. Mais elles offrent très rarement le même soutien aux femmes qui exerçaient auparavant des professions libérales, considérant qu'elles peuvent se rabattre sur le statut de femme au foyer (GOLDBERG 2012 : 141).

Dans le secteur très féminisé du travail social, Greta Fischer, tchécoslovaque, rencontre également une barrière professionnelle bloquant les personnes ayant obtenu des qualifications dans les pays européens. Sa candidature à la faculté des sciences sociales de l'Université McGill est refusée à deux reprises. Déterminée à poursuivre sa profession au Canada, elle réussit à être acceptée à sa troisième tentative, mais selon Fraidie Martz,

The system had no way to evaluate her pre-war studies in Czechoslovakia; no way to gauge her work in helping to rehabilitate children at the United Nations Relief and Rehabilitation Administration's International Children Centre outside of Dachau from 1945 until 1947; and no record of her contribution to the adjustment of war orphans allowed into Canada (MARTZ 1996 : 14-15).

Beaucoup d'Européennes déplacées, qui ne peuvent pas ou ne veulent pas refaire leurs études ou se réorienter vers des professions plus ouvertes, se résignent à travailler comme ouvrières non qualifiées dans l'industrie ou dans le secteur des services, ou se contentent de la vie de femme au foyer (IACOVETTA 1995 : 139).

Ainsi, les associations de femmes canadiennes ne parviennent pas à harmoniser leurs revendications pour l'admission de davantage de réfugiés qualifiés ou à appréhender le fait que ces personnes puissent être des femmes. Ces associations féminines ne semblent d'ailleurs pas estimer qu'aider les Européennes à ré-exercer leur profession relève de leurs missions. Certaines associations professionnelles sont persuadées qu'il faut protéger leur profession au Canada, tandis que d'autres groupes de femmes restent convaincus que la femme réfugiée qualifiée peut s'épanouir au foyer si elle ne peut pas exercer au Canada. Le regard sur l'Europe des Canadiennes au sein de ces associations, reste clairement ancré dans un discours de classe et de genre, mais elles passent alors à côté du souffle de féminisme et de modernité que ces Européennes

déplacées, dont certaines étaient instruites et qualifiées, pouvaient apporter au Canada à cette époque.

Bibliography

ARMSTRONG-REID, Susan (2010), « Soldiers of Peace : Canadians in UNRRA's German nursing brigade, 1945-1947 », *CBMH/BCHM* 27/1, pp. 101-122.

BROWN, Michael (2009), « Introduction », in *Memories From the Abyss and But I Had a Happy Childhood*, Toronto, Azrieli Foundation, pp. xiii - xix.

COHEN, Yolande (2004), « Rapports de genre, de classe et d'ethnicité : l'histoire des infirmières au Québec », *CBMH/BCHM* 21/2, pp. 387-409.

CREELMAN, Lyle (1947a) « With UNRRA in Germany », *The Canadian Nurse* 43/7, p. 556.

--- (1947b), « With UNRRA in Germany », *The Canadian Nurse* 43/8, pp. 609-610.

--- (1945), « Letters to the editor : With UNRRA in Germany », *The Canadian Nurse* 41/12, pp. 986-987.

DANYS, Milda (1986), DP, *Lithuanian Immigration to Canada after the Second World War*, Toronto, Multicultural History Society of Ontario.

--- (1983), « Contract hiring of displaced persons in Canadian domestic employment, 1947-1950 », *Lituanus. Lithuanian Quarterly Journal of Arts and Sciences* 29/2, pp. 40-51, http://www.lituanus.org/1983_2/83_2_04.htm, consulté le 14 septembre 2015.

DIRKS, Gerald E. (1977), *Canada's Refugee Policy: Indifference or Opportunism*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

GERBER, Jean (1989), « Immigration and integration in post-war Canada : a case study of Holocaust survivors in Vancouver, 1947-1970 », *Mémoire*, University of British Columbia.

GOLDBERG, Adara (2012), « We were called greenies : Holocaust survivors in

postwar Canada », Thèse, Clark University.

GREEN, Alan G. et GREEN David A. (1999), « The economic goals of Canada's immigration policy : past and present », *Canadian Public Policy* 25/4, pp. 425-451.

GRIFFITHS, Naomi E. S. (1993), *The Splendid Vision : Centennial History of the National Council of Women of Canada, 1893-1993*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press.

IACOVETTA, Franca (1995), « Remaking their lives : women immigrants, survivors and refugees », in Joy PARR (éd.), *A Diversity of Women: Ontario, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, pp. 135-167.

KELLEY, Ninette et TREBILCOCK, M.J. (1998), *The Making of the Mosaic : a History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press.

KINAHAN, Anne-Marie (2005), « 'A splendid army of organized womanhood' : gender, communication and the National Council of Women of Canada, 1893-1918 », Thèse, Carleton University.

KOJDER, Apolonja Maria (1995), « A mother's legacy », in *Marynia, Don't Cry : Memoirs of Two Polish-Canadian Families*, Toronto, Multicultural History Society of Ontario, pp. 1-138.

MACKENZIE, Noreena (1948), « Helping people to help themselves », *The Canadian Nurse* 44/4, pp. 186-188.

MALLEA, John (1984). *Cultural Diversity and Canadian Education : Issues and Innovations*, Montreal, McGill-Queen's University Press.

MARTZ, Fraidie (1996), *Open Your Hearts : the Story of the Jewish War Orphans in Canada*, Montréal, Véhicule Press.

MCPHERSON, Kathryn M. (1996), *Bedside Matters : the Transformation of Canadian Nursing, 1900-1990*, Don Mills, Ont., Oxford University Press.

NICKS, Joan (1994), « The muses, the masses, and the Massey Commission,

by Paul Litt », *Canadian Journal of Communication* 19/1, p. 116.

PEDERSEN, Diana L. (1981), « 'Keeping our good girls good' : the Young Women's Christian Association of Canada, 1870-1920 », Mémoire, Carleton University.

PENDAKUR, Ravi (2000), *Immigrants and the Labour Force : Policy, Regulation, and Impact*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press.

TANNENZAPF, William (2009), *Memories From the Abyss*, Toronto, Azrieli Foundation.